

Pierre Khalfa, Le Monde, 30 mars 2020

La crise du coronavirus montre que le régime économique et social actuel est mortifère

 [lemonde.fr/idees/article/2020/03/30/pierre-khalfa-la-crise-du-coronavirus-montre-que-le-regime-economique-et-social-actuel-est-mortifere_6034915_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/03/30/pierre-khalfa-la-crise-du-coronavirus-montre-que-le-regime-economique-et-social-actuel-est-mortifere_6034915_3232.html)



« Il ne s'agit donc pas de s'attaquer à la consommation ostentatoire des plus riches et encore moins de transformer radicalement le mode de consommation. » Peter Muller/Cultura / Photononstop

Tribune. Il semble que la crise sanitaire actuelle soit propice à des prises de position à première vue surprenantes. Après Emmanuel Macron, suivi par ses ministres, faisant l'éloge de l'Etat-providence et des services publics et affirmant que le jour d'après ne ressemblerait pas au jour d'avant, voici le Prix Nobel d'économie (2014) Jean Tirole qui, dans un point de vue dans *Le Monde* (« Allons-nous enfin apprendre notre leçon », *Le Monde* du 26 mars), appelle à un changement de comportement et de politique.

Pour quelqu'un qui avait soutenu sans faillir les politiques néolibérales, voilà une prise de position qui mérite attention. Jean Tirole serait-il sur son chemin de Damas ?

Tout d'abord, il faut remarquer qu'il évoque non pas l'économie, mais les sciences sociales. Assez curieux pour quelqu'un qui s'était vivement opposé à la création dans les universités d'une section « Institutions, économie, territoire et société », visant à intégrer l'économie au sein d'un ensemble plus vaste, au motif que cela serait « *une catastrophe pour la visibilité et l'avenir de la recherche en sciences économiques dans notre pays* ». Remords tardif, prise de conscience ?...

Mais l'essentiel n'est pas là. Jean Tirole dénonce le fait que « *nous sous-investissons dans l'éducation et la formation continue ; nous négligeons le combat contre le changement climatique et diverses autres politiques qui limiteraient les dommages causés à la prochaine génération par le climat, l'intelligence artificielle, la dette, l'inégalité et autres défis imminents* ».

Lire aussi « Le coronavirus est en train de faire vaciller le mythe déjà chancelant de la mondialisation heureuse »

Mais qui est donc ce « nous » ? Ce « nous », ce sont pour lui « *les peuples [qui] ont une mémoire courte, ils apprennent rarement de l'histoire* », ce sont aussi « *les citoyens [qui] ne mettent pas systématiquement la vie au-dessus de l'argent et ne sont pas prêts à réduire considérablement leur consommation en échange d'un monde plus sûr* ».

La cupidité des plus riches

Ce seraient donc les peuples qui ont décidé de démanteler le système de santé, de réduire drastiquement les moyens de l'hôpital public, de diminuer considérablement le nombre de lits, d'en finir avec les stocks de masques au motif que cela était trop coûteux, etc.

Ce ne serait donc pas la cupidité des plus riches qui s'accaparent la richesse créée, ce ne serait pas le fonctionnement du capitalisme financiarisé, avec les flux incessants de marchandises à travers la planète, qui serait une des causes majeures du réchauffement climatique, ce ne seraient pas les délocalisations opérées par les multinationales dans les pays à bas salaires et aux droits sociaux réduits, combinées à la logique du « zéro stock » et des flux tendus, qui auraient entraîné une dépendance vis-à-vis de quelques pays devenus les « ateliers du monde », en particulier la Chine.

| Faire reposer sur les peuples des responsabilités qui ne sont pas les leurs a toujours été la rengaine des dominants

Non, tout ce qui nous arrive, ce serait la faute des peuples et des citoyens. Faire reposer sur les peuples des responsabilités qui ne sont pas les leurs a toujours été la rengaine des dominants.

La ficelle est quand même un peu grosse. Ainsi est mise de côté la responsabilité des gouvernements et des économistes néolibéraux qui les conseillent et est innocentée la logique d'un système qui fait du profit maximal son moteur. Le mode de développement induit par le capitalisme productiviste n'est même pas évoqué alors même que la dégradation accélérée des habitats des animaux, qui a détruit les barrières biologiques protectrices des êtres humains, est une des causes du passage des virus de l'animal à l'être humain.

Logique comptable et managériale

Ainsi, nous dit-il à propos de la santé, « *nous ne pouvons pas échapper à la rationalisation*

de l'allocation des budgets existants ». Il propose donc de continuer d'appliquer la logique comptable et managériale qui a mené à la catastrophe présente. La seule solution qu'il envisage est « *de repenser notre répartition collective des ressources entre les biens de consommation courante d'un côté, et la santé et l'éducation de l'autre* ». En clair, cela signifie réduire la « *consommation courante* », c'est-à-dire le niveau de vie de toutes et tous, l'adjectif « courante » prenant ici toute sa signification.

Lire aussi Pascal Salin : « On ne résoudra pas une crise de l'offre en augmentant la demande »

Toutes celles et tous ceux qui ont du mal à boucler leur fin de mois apprécieront. Il ne s'agit donc pas de s'attaquer à la consommation ostentatoire des plus riches et encore moins de transformer radicalement le mode de consommation actuel induit par le capitalisme productiviste, qui fait de l'accumulation sans fin de marchandises le moteur de l'économie.

Concernant le changement climatique, il persiste dans la défense des « incitations financières » refusant toute réglementation et normes, alors même que les limites du « signal prix » sont manifestes en l'absence de contraintes fortes imposées aux entreprises.

La crise du coronavirus montre une fois de plus que le régime économique et social actuel est mortifère au premier sens de ce mot. Elle pourrait être l'occasion de prises de conscience salutaires. Mais elle peut être aussi l'occasion de discours en trompe-l'œil. Jean Tirole nous en offre un exemple patent.

Pierre Khalfa est membre de la Fondation Copernic et du conseil scientifique d'Attac.

Pierre Khalfa(Economiste)

- Favoris
- Partage